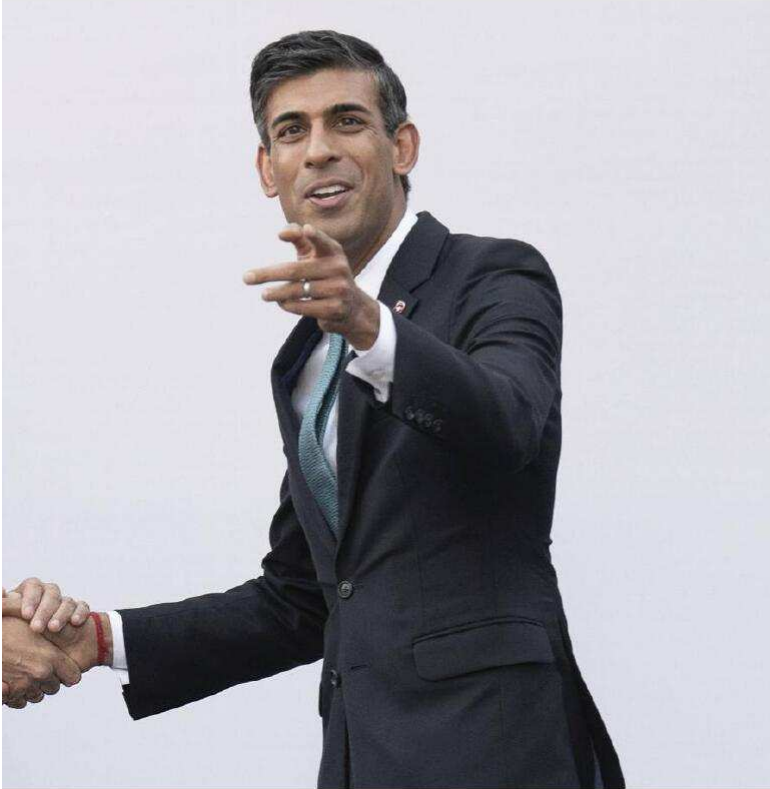


la nouvelle entente cordiale



Le courant passe entre Emmanuel Macron et Rishi Sunak qui se sont rencontrés pour la première fois le 7 novembre à la COP27 en Égypte. Photo Sipa/Stefan ROUSSEAU

“ Quel que soit le leader en Grande-Bretagne, je ne m'interroge pas une seule seconde : le Royaume-Uni est une Nation amie de la France. ”

Emmanuel Macron, en août 2022

7 ministres accompagneront Rishi Sunak et rencontreront leurs homologues français lors du sommet franco-britannique ce vendredi à Paris.

Le roi Charles III en France pour son premier voyage à l'étranger

Le roi Charles III a choisi la France pour son premier voyage à l'étranger. Le couple royal effectuera une visite d'État dans l'Hexagone du 26 au 29 mars, deux semaines après le sommet entre Emmanuel Macron et Rishi Sunak. Le choix symbolique de la France pour ce premier déplacement avant le couronnement du 6 mai est un autre signe du réchauffement des relations entre la France et le Royaume-Uni. Le souverain britannique se rendra ensuite en Allemagne du 29 au 31 mars. « Ces voyages célébreront les relations de la Grande-Bretagne avec la France et l'Allemagne, marquant nos histoires, notre culture et nos valeurs communes », a commenté Buckingham Palace. Avant de devenir roi, Charles III a effectué 34 visites officielles en France comme prince de Galles. Le roi et la reine consort Camilla défilèrent sur les Champs-Élysées à Paris, avant de dîner avec le président Macron au château de Versailles. Charles III s'adressera aux députés et aux sénateurs. Ce sera le premier discours d'un membre de la famille royale britannique au Parlement français. La reine consort inaugurera avec Brigitte Macron une exposition Manet et Degas au musée d'Orsay. La visite d'État se poursuivra à Bordeaux, où le couple royal visitera un vignoble bio, utilisant l'énergie solaire. Le roi Charles III a toujours été très engagé dans la protection de la planète.

Sur la défense, « une même vision du monde »

On a souvent montré en exemple la collaboration militaire entre la France et l'Allemagne, comme à travers les brigades franco-allemandes. Mais les liens entre armée française et britannique sont eux aussi très forts, question d'intérêts (et d'adversaires) communs, de traditions, de méthodes, ou d'opérations extérieures menées conjointement. Au Mali, les soldats de Barkhane profitaient de l'appui non négligeable des hélicoptères de sa Majesté. En Estonie, sur les camps de l'Otan, les exercices militaires - encore plus indispensables depuis l'invasion de l'Ukraine - rassemblent presque indistinctement « Brits » et « Froggies ». Cette complémentarité et cette complexité, les parlementaires des deux pays souhaitent encore la renforcer, malgré l'écueil du Brexit. Les quatre présidents des commissions de la défense de la chambre des Lords, de la chambre des Communes, du Sénat (Christian Cambon) et de l'Assemblée nationale (Thomas Gassilloud) ont ainsi signé ensemble une tribune jeudi, avant le sommet, pour appeler « à relancer avec audace la coopération franco-britannique en matière de défense ». Comme la création d'une « force expéditionnaire conjointe franco-britannique afin d'offrir à l'Europe une capacité de réaction rapide éprouvée ». Ces parlementaires jugent que les deux pays partagent « une même vision du monde » et qu'il est « incontestable que (nos) intérêts en matière de défense et de sécurité convergent ».

X. F.

Migrants : un projet de loi controversé sans impact pour la France

Le dossier des migrants qui empoisonne les relations entre Paris et Londres sera au menu du sommet franco-britannique. Il se tient quelques jours après la présentation d'un projet de loi controversé qui privera du droit d'asile les migrants arrivant illégalement en Grande-Bretagne.

La lutte contre l'immigration clandestine est une des priorités du nouveau Premier ministre Rishi Sunak. Plus de 45 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni après une traversée de la Manche sur des embarcations de fortune en 2022, contre environ 300 en 2018. La ministre de l'Intérieur Suella Braverman a déclaré à la BBC que les Britanniques « en avaient assez ». Elle prévoit que le nombre de migrants pourrait atteindre 80 000 en 2023.

Selon le texte de loi en projet, toute personne entrée illégalement dans le pays sera expulsée

et empêchée de revenir ou de demander la citoyenneté britannique à l'avenir. Les migrants seront renvoyés dans leur pays ou dans un « pays tiers sûr », comme le Rwanda qui est prêt à les accueillir en échange d'un soutien financier.

Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU estime que cette loi serait contraire au droit international.

« Pas d'accord de réadmission avec le Royaume-Uni »

La France et le Royaume-Uni devraient annoncer ce vendredi un nouveau renforcement des moyens pour empêcher les migrants de quitter les côtes françaises et « d'autres initiatives en matière migratoire » qui étaient encore en négociation avant le sommet.

Le projet de loi britannique, qui sera discuté en septem-



Plus de 45 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni sur des embarcations de fortune en 2022.

Photo Sipa/Stuart BROCK

bre 2023, n'entraînera pas d'expulsions de migrants vers la France, selon l'Élysée. « À ce jour, il n'y a pas d'accord de réadmission de migrants entre la France et le

Royaume-Uni et il n'y en aura pas plus avec cette loi », rappelle-t-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Une loi dissuadant les migrants de traverser la Manche aurait toute-

fois un impact sur la situation à Calais car ils n'auraient plus aucun intérêt à s'y entasser dans l'espoir de rejoindre « l'eldorado » britannique.

L. C.